

Consultation publique n°2019-015 du 23 juillet 2019 relative aux conditions d'insertion du biométhane dans les réseaux de gaz et à l'introduction d'un timbre d'injection

Cluster METHATLANTIQUE

À propos de :

METHATLANTIQUE est un cluster créé en janvier 2018 regroupant les entreprises de la méthanisation en Pays de la Loire (start-ups, PME/PMI, GE) engagées dans le développement de la filière régionale.

METHATLANTIQUE est le fruit d'un regroupement d'entreprises ligériennes de la méthanisation ayant souhaité s'associer pour représenter les acteurs industriels de la filière. Elle est issue directement d'un groupe de travail spécifiquement monté pour apporter une contribution collective à la Consultation Publique fin 2016 au moment de l'élaboration de la Feuille de Route Transition Énergétique de la Région Pays de la Loire.

Elle regroupe en 2019, une quarantaine d'entreprises ligériennes exerçant un métier dans la chaîne de valeur de la filière.

*** Réponses de METHATLANTIQUE aux questions de la consultation ***

Q1 : Êtes-vous favorable aux modalités de construction du zonage de raccordement envisagées par la CRE et notamment au critère technico-économique retenu (critère I/V élargi) ?

Nous émettons un avis favorable à la mise en place de cet outil qui permettra de donner une meilleure visibilité sur les conditions de raccordement des projets.

Nous émettons toutefois un avis plutôt défavorable concernant l'application d'un critère « I/V élargi » sans autre consultation ou concertation que la présente notice qui n'explicite pas suffisamment son détail de construction.

Q2 : Êtes-vous favorable à la méthodologie d'implication des acteurs locaux proposée par la CRE ?

Avis favorable.

Q3 : Êtes-vous favorable au format de livrable proposée par la CRE pour le zonage de raccordement ? Estimez-vous que celui apporte la visibilité nécessaire à la filière ? Partagez-vous le code couleur

Nous émettons un avis favorable concernant le livrable sous forme de carte nationale accessible sur site web. Nous saluons le fait que cet outil donnera une meilleure visibilité aux professionnels de la filière (Industriels, banques, bureaux études, gestionnaires de réseaux...) mais nous regrettons qu'il ne soit pas suffisant pour les porteurs de projet (reste à charge, timbre d'injection...).

Concernant le code couleur, le rouge pourrait laisser croire que le raccordement des projets est impossible sur la zone alors que de la capacité d'injection pourrait y être disponible. Il pourrait être pertinent de **proposer une autre couleur ou de différencier les cas où le critère I/V dépasse le seuil dans une zone saturée du cas d'une zone non saturée.**

Q4 : Êtes-vous favorable au calendrier de mise en place, aux modalités et à la fréquence d'actualisation du dispositif de zonage de raccordement ?

Nous émettons un avis favorable sur le calendrier et les modalités d'application moyennant une proposition de mise en place d'une **phase transitoire avant non prise en compte des « volumes raccordés »**.

Nous estimons que la non prise en compte des volumes raccordés fait peser un risque sur le déclenchement des futurs investissements (exemple d'un projet conséquent prenant les capacités d'un réseau existant au détriment de projets plus petits arrivant ultérieurement). Pour la mise en place de ce nouveau process issu du droit à l'injection, nous préconisons **de maintenir l'introduction des « volumes déjà raccordés » dans le « V » jusqu'à une échéance de 2024** pour assurer une transition lisible et efficace entre le fonctionnement actuel et ce dispositif en construction, afin d'éviter que les projets réalisés ne portent préjudice aux projets à venir.

Q5 : Êtes-vous favorable aux modalités de validation des investissements de renforcement envisagés par la CRE ?

Nous estimons que la fréquence des 6 mois pour les GRT n'est pas suffisante et **pourrait être portée à 4 mois**.

Nous sommes par ailleurs inquiets concernant le plafond d'investissement de 0,4% pour les GRD : ce plafond semble très insuffisant au regard du dynamisme de la filière et pose de nombreuses questions aussi bien concernant les modalités d'arbitrage des investissements (qui, quels critères...) que sur le manque de visibilité que cela amène auprès des propres investissements des porteurs de projets.

Q6 : Êtes-vous favorable aux modalités de déclenchement des investissements de renforcement proposées par la CRE ?

Avis favorable.

Q7 : Êtes-vous favorable à la méthode de quote-part proposée par la CRE ?

Avis favorable.

Q8 : Êtes-vous favorable aux seuils d'éligibilité proposés par la CRE et estimez-vous qu'il faille mettre en place d'autres critères ?

Avis favorable.

Q9 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE d'aligner le traitement des ouvrages mutualisés en transport sur le traitement des extensions mutualisée en distribution ?

Avis favorable.

Q10 : Êtes-vous favorable aux principes retenus par la CRE pour introduire un timbre d'injection pour les producteurs de biométhane ainsi qu'aux modalités de facturation envisagées ?

Nous émettons un avis favorable sur le principe d'un timbre d'injection permettant de donner un signal économique aux projets sur leur coût de raccordement.

Nous sommes toutefois très inquiets du risque que pourrait faire peser ce timbre d'injection sur la viabilité des projets dans le cadre à venir des baisses de revenus.

Q11 : Les modalités de calcul et le niveau du timbre d'injection envisagé à ce stade vous semblent-ils pertinents ?

Nous émettons un avis défavorable concernant les niveaux tarifaires du timbre d'injection et notamment du coefficient 3.

La méthanisation développée dans la région Pays de la Loire, tout comme le grand ouest de la France, a des spécificités propres (taille des exploitations agricoles, typologie d'intrants à faible pouvoir méthanogène avec forte proportion d'effluents d'élevage, filière ayant déjà un cadre réglementaire très impactant sur les CAPEX et OPEX (hygiénisation, traitement d'air...)) dans un contexte de disponibilité des capacités d'injection faibles (couverture géographique des réseaux, forte ruralité amenant des consommations faibles...) : la mise en place d'un timbre d'injection tel que proposé dans le document de consultation mettrait à mal la viabilité des projets à majorité agricole et donc la concrétisation du potentiel du territoire alors même qu'il fait partie des plus importants de France.